



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 2 Septembre 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite.](#)

[Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin](#)
DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[La lettre EFI du 17 septembre pdf](#)
Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

Faut-il remettre la TVA sociale sur le tapis

Dans le double désir de révolution fiscale et d'orthodoxie budgétaire revendiqué par le nouveau gouvernement, il y a un impôt qui s'est fait quelque peu oublier. C'est la TVA. Sa hausse n'est pas à l'ordre du jour. C'est finalement la CSG qui lui a été préférée pour financer la baisse des cotisations salariales consenties aux ménages. Et il se pourrait que cet oubli soit de courte durée, pour plusieurs raisons qui ne devraient pas échapper à Bercy à terme. [...]

[Par Olivier Passet - Directeur des synthèses, Xerfi](#)

[De la TVA sociale à la TVA emploi.....](#)

[Ce qu'écrivait Manuel Valls sur la TVA sociale en septembre 2011](#)

[Les écarts de prélèvements obligatoires entre la France et la zone euro](#)

[Les Prélèvements obligatoires sur le revenu \(source DGFIP et INSEE \)](#)

[Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne](#)
[Rapport de la cour des comptes 2011](#)

Nous comparons le poids des prélèvements obligatoires ventilés par grandes catégories économiques (consommation, travail, capital) en France, en zone euro et dans ses grands pays (Allemagne, Espagne, Italie) sur la période 2003-2015. La France se distingue par des prélèvements obligatoires à la fois plus élevés et plus dynamiques que ses partenaires.

[Les écarts de prélèvements obligatoires entre la France et la zone euro \(septembre 2017\)](#)

[Communiqué de presse du 6 septembre - Les écarts de prélèvements obligatoires entre la France et la zone euro \(Septembre 2017\)](#)

[Selon Coe-Rexecode, les prélèvements que l'on retrouve dans les comptes des entreprises sont supérieurs de 185 milliards d'euros de ce côté-ci du Rhin. Cela tient en grande partie aux cotisations sociales à la charge des employeurs.](#) par **[GUILLAUME DE CALIGNON](#)**

[OCDE l'échange automatique : la liste à jour 30 AOUT 2017](#)

Fermeture du STDR prévue le 31 décembre

cliquez

Interrogé par les journalistes de LIBERATION sur le fait de savoir si l'exil fiscal était une priorité d'Emmanuel Macron, M. Darmanin a répondu positivement « Pour plus de fermeté et d'efficacité nous allons fermer, au 31 décembre, le Service de traitement des déclarations rectificatives (STDR), qui permettait depuis 2013 aux contribuables qui avaient des avoirs non déclarés à l'étranger de régulariser leur situation, avec des pénalités réduites. Ce bureau a eu son utilité –plus de 50 000 demandes déposées pour plus de 32 milliards d'euros d'avoirs, 7,8 milliards d'euros recouvrés –il ne l'a plus. »

MAIS

La suisse ne semble pas être d'accord sur la date

AFC - Impact de l'introduction de l'EAR sur les dénonciations spontanées non punissables

Berne, 15.09.2017 - De l'avis de l'AFC, une dénonciation spontanée non punissable n'est plus possible dans le cadre de l'introduction de l'échange automatique d'informations à partir du **30.09.2018**

UN VRAI CONFLIT DE JURISPRUDENCE 2

Entreprise étrangère sans établissement stable en France:le CNFE 2

Les dettes familiales sans date certaine sont elles déductibles de l'ISF ?Vers une qpc ?3

Un financement international abusif CE 19/07/2017 Aff INGRAM MICRO 3

The European Union repeal Bill 2017-19 vers une trafilgar law ????? 3

Les lanceurs d'alerte européens awarded par les USA ?? 4

TRAITE France US : un emprunt mère fille via une sœur est il abusif ou non ?? 4

Les âneries économiques de l'ISF 4

Comment engager une procédure en manquement fiscal à Bruxelles 4

UN VRAI CONFLIT DE JURISPRUDENCE

Les définitions contradictoires de l'établissement stable, au niveau administratif et au niveau pénale entraînent une insécurité juridique incitant les entreprises étrangères à se méfier d'investir en France

[dix mois de prison pour zéro impôt ?? L'aff CELINE Ltd Cass Crim 31/05/17\)](#)

[Décharge d'imposition mais fraude fiscale ?](#)

[par Me Marc PELLETIER sur CAS CRIM du 31 mai 2017](#)

Cependant elles peuvent « travailler » en France sans établissement stable en respectant **scrupuleusement** les règles sociales et les définitions fiscales de l'article 5 de la convention modèle OCDE sur les exceptions à l'ES

Entreprise étrangère sans établissement stable en France:le CNFE

[Le Centre national des firmes étrangères \(CNFE\)](#)

[LA VIDEO DE PRESENTATION](#)

ATTENTION L'inscription au CNFE ne lie aucunement l'analyse de la DGFIP sur la constitution ou non d'un ES fiscal en France au sens de la convention fiscale applicable ([commentaires de l'Article 5 des traités](#))

Il convient donc d'appliquer strictement la convention fiscale applicable
LES REGIMES DES QUARTIERS GENERAUX (lire dessous)

Un formidable cours de droit fiscal (janvier 2017)

[Une nouvelle niche fiscale: Le commettant international ?](#)

LES REGIMES DES QUARTIERS GENERAUX (lire dessous)

**[Les dettes familiales sans date certaine sont elles déductibles de l'ISF ?
Vers une gpc ????](#)**

Nous avons tous qu'une dette familiale ne peut être déduite du passif successoral que si elle possède date certaine par l'enregistrement fiscal

MAIS QU'EN EST-IL POUR L'ISF

Telle est la question pratique importante pour de nombreuses familles que la cour d'appel de Versailles a demandé à la cour de cassation de poser au conseil constitutionnel

[Arrêt de la Cour d'appel de Versailles, 1re ch 1re section,
23 juin 2017, n° 17/00016](#)

Réponse avant la fin septembre

[Un financement international abusif CE 19/07/2017 Aff INGRAM MICRO](#)

[Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 13/01/2017, 391196](#)

[Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 19/07/2017, 408227,](#)

Le conseil d'état vient d'analyser un montage financier de plus en plus classique par les filiales françaises de sociétés américaines, qui utilisent la pratique de la 'cross the box » ce qui permet à une société mère américaine de déduire de son résultat US les pertes de ses filiales étrangères, assimilées à des succursales – sous la forme de SAS et ce en évitant la remontée des dividendes lourdement imposés aux USA

Notre ami Adrien nous a fait parvenir une étude sur le privilège fiscal du check the box

[Cliquez pour lire et comprendre](#)

Je ne connais pas la position de l'IRS sur cette pratique mais pour le moins le budget de la France devrait il en subir les conséquences financières ? Le comité des abus de droit, qui n'a pas été saisi en l'espèce, a donné plusieurs avis sur ce type de montage

[Une sous capitalisation rétroactivement abusive](#)

[CADF/6.03.015 AC n° 02/2015](#)

[Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 13/01/2017, 391196](#)

[Conseil d'État, 3ème - 8ème chambres réunies, 19/07/2017, 408227,](#)

[sur le but exclusivement fiscal d'une opération,](#)

[Cons. const., 29 décembre 2013, n° 2013-685 DC, Loi de finances pour 2014 ; cons. 112 à 118.](#)

[Lire la suite](#)

[The European Union repeal Bill 2017-19 vers une trafilgar law ??????](#)

Le Parlement de Westminster a commencé à débattre du projet de loi d'abrogation du droit européen, visant à déterminer quelles lois de l'UE seront conservées dans le droit britannique après le Brexit, et comment ces dernières seront réécrites ou adaptées.

Les députés britanniques se prononcent pour la première fois sur le projet de loi destiné à mettre fin à la suprématie du droit européen. Les syndicats manifestent leur inquiétude. ([les echos 11.09.17](#))

[La « Repeal Bill », la loi qui donnera les pleins pouvoirs à Theresa May sur le Brexit](#)

[Par Philippe Bernard](#)

[Brexit : les députés britanniques adoptent le « Repeal Bill » \(mardi 12.09\)](#)

[Lire la suite](#)

[Les lanceurs d'alerte européens awarded par les USA ??](#)

Des « avocats » américains recherchent des contribuables européens à fin dénoncer leur entreprise qui fraude l'état US moyennant « awards »

Les Britanniques, comme de nombreux états de l'Europe des droits de l'homme ne pratiquent pas le concept de récompenses versées à des personnes pour avoir signalé des actes répréhensibles tout en favorisant le principe de dénonciation publique

De nombreux états européens des droits de l'homme -mais pas tous- considèrent en effet que l'obligation de dénoncer est d'abord une obligation citoyenne

[Une directive européenne pour les lanceurs d'alerte ???](#)

Le président de la Commission a promis que l'exécutif européen allait présenter une directive pour améliorer la protection des lanceurs d'alerte, qui reste très disparate en Europe.

[Le statut des lanceurs d'alerte en Europe. Éléments de comparaison](#)

[The UK Public Interest Disclosure Act](#)

[L'aviseur fiscal rémunéré en France / Les textes d'application \(23.04.17\)](#)

Des « avocats » américains ont donc imaginé de rechercher des lanceurs d'alerte européens de fraudes diverses ayant des incidences sur le trésor américain aux fins de les conseiller pour dénoncer à l'administration fédérale des USA des pratiques délictueuses commises en Europe mais ayant une implication aux USA

[Le cabinet, Constantine Cannon, d'avocats américains](#) considère la Grande-Bretagne comme un terrain de chasse pour les cas de whistle-blower mais au profit des USA

[Lire la suite](#)

[TRAITE France US : un emprunt mère fille via une sœur est il abusif ou non ??](#)

[Les âneries économiques de l'ISF](#)

Les « sans revenu » en sont légalement exonérés.

EFI ne peut que saluer ces bienheureux résistants OU téméraires !

[La révélation du canard enchaîné du 7 juin 2016](#)

[Comment engager une procédure en manquement fiscal à Bruxelles](#)

Toute personne peut mettre en cause un Etat membre en déposant une plainte (un formulaire à cet effet est disponible ci-dessous) contre une mesure législative, réglementaire ou administrative ou une pratique administrative généralisée qu'elle estime incompatible avec le droit communautaire. Si la plainte apparaît fondée, la Commission pourra entamer une procédure d'infraction.

[Précis de fiscalité DGFIP 2017](#)

[Annuaire complet statistique DGFIP 2015](#)

[Cahier statistique synthétique DGFIP 2015](#)

[Accès au CGI et au LPF sur Légifrance](#)

[Accès à la Brochure pratique 2017
\(déclaration des revenus 2016\)](#)

[Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016](#)

[le bilan de la France au 31.12.15.PDF](#)

[Ocde les prélèvements obligatoires](#)